

Mercredi 1er octobre 2014

Communiqué de presse

Marc Mancel, secrétaire national à la Santé, Petite enfance, Protection sociale, Autonomie

Les socialistes défendent une politique familiale plus juste et équitable

Depuis 2012, le Gouvernement, conformément aux engagements du président de la République, assumant ses responsabilités, a pris « à-bras-le-corps » les questions de la dette et des déficits publics tout en préservant les principes fondateurs de notre politique familiale. Rendre plus juste et équitable notre modèle de protection sociale, en corrigeant les inégalités accumulées au fil du temps, constitue aussi un enjeu majeur.

Sans remettre en cause l'universalité des prestations familiales, il était nécessaire de soutenir davantage les familles qui en ont le plus besoin. Tout le sens de la politique gouvernementale s'illustre ici: mieux cibler les aides aux familles pour les rendre plus équitables.

Cette volonté politique s'est traduite par des mesures concrètes prises, depuis mai 2012, en faveur des familles comme la revalorisation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire qui a bénéficié à 3 millions de familles, le relèvement du plafond de ressources de la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) et de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) au 1er juillet 2013 qui a permis dès 2014, à 306 000 bénéficiaires supplémentaires de la CMU-C et 244 000 bénéficiaires supplémentaires de l'ACS d'y avoir droit, la revalorisation exceptionnelle du RSA de 2% en septembre de chaque année qui permet à 2,2 millions de ménages d'en être attributaires.

Pour lutter contre la pauvreté des enfants deux mesures inscrites dans le plan pluriannuel contre la pauvreté ont été mise en œuvre. L'une au bénéfice des 737 000 familles monoparentales avec la hausse de 25% sur 5 ans de l'allocation de soutien familial, et l'autre au bénéfice des 385 000 familles de 3 enfants ou plus, sous le seuil de la pauvreté, grâce à la hausse de 50% sur 5 ans du complément familial.

Afin de donner les meilleures chances à tous les enfants et faciliter la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, 275 000 places d'accueil du jeune enfant seront créées d'ici fin 2017.

C'est au total un effort sans précédent que le Gouvernement a engagé pour aider les familles. Il repose sur une solidarité accrue.

Le Parti socialiste défend une vision moderne de la famille sous l'angle de sa diversité. Il réaffirme son attachement à une politique familiale plus égalitaire, basée sur le principe d'universalité, qui soutient toutes les familles, particulièrement les plus vulnérables.